

## Recherches sociographiques



# Bureau de la statistique du Québec, *Vivre seul ou en groupe : modes de vie non familiaux et répartition du revenu*

Simon Langlois

Volume 26, Number 1-2, 1985

Situation de la recherche sur le « Canada français », 1962-1984 I

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056159ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056159ar>

[See table of contents](#)

---

### Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

### ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

---

### Cite this review

Langlois, S. (1985). Review of [Bureau de la statistique du Québec, *Vivre seul ou en groupe : modes de vie non familiaux et répartition du revenu*]. *Recherches sociographiques*, 26(1-2), 296–297. <https://doi.org/10.7202/056159ar>

---

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1985

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

---

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

nouvelle du travail sexué. Mais ce type d'investigation ne peut être mené à terme uniquement à partir du contenu de la convention collective ou de fragments de citations portant sur la « famille paysanne québécoise ».

Nourredine MNASRI

*Département de sociologie,  
Université Laval.*

Bureau de la statistique du Québec, *Vivre seul ou en groupe : modes de vie non familiaux et répartition du revenu*, Québec, Service de la population et de l'emploi, B.S.Q., septembre 1984, 184p.

Le nombre de personnes vivant à l'extérieur d'une famille a considérablement augmenté au cours des dernières années au Québec : 40% d'entre elles sont des jeunes de moins de trente ans et un peu plus du quart ont plus de soixante ans. Bon nombre de jeunes quittent tôt leur famille pour s'établir en ménage mais retardent le moment de former eux-mêmes une nouvelle famille en se mariant ou en vivant maritalement. À l'autre extrême de l'échelle des âges, c'est la mortalité qui brise la famille en laissant seul pendant plusieurs années l'un des conjoints, le plus souvent l'épouse (75.9% des personnes hors famille, âgées de soixante ans et plus, étaient des femmes en 1980) parce que les femmes ont une espérance de vie beaucoup plus élevée que les hommes et que cet écart a tendance à augmenter depuis dix ans. La croissance du nombre des ménages non familiaux est à ce point importante dans les sociétés actuelles qu'il faut désormais en tenir compte dans la définition des phases du cycle de vie, puisque la probabilité de vivre en dehors du contexte familial est élevée dans les deux groupes d'âges évoqués plus haut.

Le Bureau de la statistique du Québec a effectué, en 1980, une enquête auprès des personnes vivant hors famille et hors institution, afin de connaître leurs caractéristiques, leurs conditions de vie et leurs revenus. Même si le rapport de recherche rédigé au terme de cette étude est essentiellement descriptif, il présente néanmoins un grand intérêt pour l'étude sociographique du Québec. Si le mode de vie des personnes hors famille est à peu près également partagé entre la cohabitation avec d'autres (47.2%) et la résidence solitaire (52.8%), il est cependant fort différent aux deux extrémités du cycle de vie évoquées plus haut. Les jeunes hors famille de moins de trente ans habitent le plus souvent avec d'autres personnes (62.4%) et les personnes âgées de soixante ans ou plus hors famille se retrouvent le plus souvent seules (60.9%).

L'objectif principal de ce rapport est d'évaluer l'effet de l'une ou l'autre de ces deux façons de vivre — en solitaire ou en groupe — sur les conditions de vie des personnes seules et, plus largement, sur la pauvreté. Rappelons-en quelques résultats : les personnes vivant hors famille et hors institution ont des revenus personnels nettement inférieurs ; si elles ne devaient compter que sur leurs seuls revenus privés, la moitié d'entre elles se retrouveraient en bas du seuil de pauvreté établi par Statistique Canada. En ajoutant aux revenus personnels les paiements de transfert gouvernementaux, la proportion des personnes hors famille pauvres diminue d'environ 10% ; ces paiements sont largement insuffisants pour enrayer la pauvreté. La seule prise en compte des revenus privés et des paiements de transfert donne une vue incomplète des conditions de vie réelles des personnes hors famille, car celles-ci peuvent aussi avoir accès à des économies de partage, qui contribuent dans les faits à hausser leur niveau de vie et, partant, à réduire quelque peu la pauvreté.

Les personnes les plus démunies vivant en groupe bénéficient d'économies d'entraide du fait qu'elles ne déboursent pas toute leur part des dépenses, notamment pour l'alimentation et le

logement ; ces économies deviennent, dans les faits, des transferts privés. Par ailleurs, les personnes qui ont des revenus personnels plus élevés et qui sont aptes à défrayer les coûts réels de leur subsistance peuvent réaliser des *économies d'échelle* en vivant en groupe. Les auteurs du rapport ont estimé que les économies de partage (qui comprennent tant les économies d'échelle que les transferts privés) représentaient un peu moins du quart du revenu total moyen des personnes hors famille vivant en groupe. L'ampleur de ces transferts privés est considérable. Évalués à l'échelle macro-économique, « ces transferts interpersonnels totalisent environ 366 \$ millions, ce qui est légèrement supérieur aux transferts gouvernementaux reçus par l'ensemble des personnes hors famille vivant avec d'autres, soit 337 \$ millions » (p. 66). Les solidarités de base, la vie communautaire et le partage des actifs ont un effet sur la pauvreté au moins aussi considérable que les interventions du *Welfare State*.

Les recherches les plus récentes sur la pauvreté au Québec ont montré que les personnes âgées — traditionnellement les plus nombreuses dans le contingent des personnes pauvres — parvenaient maintenant à mieux se tirer d'affaire que les jeunes et les femmes chefs de familles monoparentales, dont la proportion dans le groupement des pauvres va en augmentant. Ce déplacement dans la clientèle des pauvres (pour reprendre le terme des technocrates) s'explique par le fait que la protection du revenu des personnes âgées est meilleure. C'est sans doute ce qui explique que les jeunes doivent, en dernier recours, se tourner plus souvent que les personnes âgées vers la vie en groupe pour survivre ou pour améliorer quelque peu leurs conditions de vie.

Simon LANGLOIS

*Département de sociologie,  
Université Laval.*

Gérard DIVAY et Marcel GAUDREAU, *La formation des espaces résidentiels : le système de production de l'habitat urbain dans les années soixante-dix au Québec*, Montréal et Sillery, Presses de l'Université du Québec/I.N.R.S.-Urbanisation, 1984, 262p.

Ce livre est le premier d'une série d'ouvrages, annoncés dans l'« avant-propos », dont chacun exposera une facette de la formation des nouveaux espaces résidentiels au Québec. S'il faut en juger par la qualité et la richesse du premier, la publication de ceux qui suivront contribuera à une meilleure connaissance de la production, de la structure et de l'expérience résidentielles.

Durant les vingt dernières années, la recherche sociologique sur la ville a remis en cause les approches théoriques traditionnelles. Les perspectives structurales et le marxisme ont fait leur marque et ont créé de nouveaux programmes de recherche, qui ont supplanté graduellement les analyses issues de la sociologie urbaine du début du siècle. Celles-ci s'étaient attardées à comprendre la personnalité du citadin, à identifier la naissance d'une culture urbaine et à décrire un ensemble de phénomènes consécutifs à l'urbanisation : déviance, marginalité, anomie. Les nouveaux courants de pensée ont adopté une perspective macrosociologique : l'économie politique cherchait à lier le processus d'urbanisation au mode de production capitaliste et l'accent mis, par un autre courant, sur la planification urbaine, définie comme gestion de la consommation collective, visait à rendre compte de la présence accrue de l'État dans la société et la ville contemporaines.

Divay et Gaudreau réussissent, dans le premier chapitre, à se démarquer de ces deux perspectives. Mais, en prenant leurs distances avec ces approches globales, ils n'adoptent pas pour